



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Situation économique

Question au Gouvernement n° 1034

#### Texte de la question

#### SITUATION ÉCONOMIQUE

**Mme la présidente .** La parole est à M. Jonathan Gery.

**M. Jonathan Gery .** Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances.

C'est depuis le terrain, depuis les ateliers de nos artisans, depuis les boutiques de nos commerçants, depuis les locaux de nos chefs d'entreprise du Rhône que je viens vous interroger car dans mon département, la situation économique est devenue critique. Les liquidations judiciaires récentes de l'entreprise Bonnard et du chantier naval Meta à Tarare ainsi que la fermeture de Blédina à Villefranche-sur-Saône illustrent, à elles seules, l'échec de votre politique. Au troisième trimestre, le Rhône a enregistré plus de 500 défaillances d'entreprises, près d'un tiers des faillites de la région, soit plus 20 % en un an. Dans la construction, dans le commerce et dans les services, c'est tout un tissu économique qui se délite. Et cette réalité locale reflète la situation nationale.

Selon la Banque de France, près de 70 000 défaillances d'entreprises ont été recensées sur douze mois, les micros et petites entreprises en concentrant plus de 60 000, tous les secteurs plongent. Et vous nous parlez de stabilisation ?

La vérité, c'est que vous avez déversé un déluge de taxes et de normes sur un tissu productif déjà épuisé. Sous couvert de modernité et de *start-up nation*, vous avez sapé les filières d'excellence françaises : le nucléaire, l'agriculture, la santé, l'automobile et la construction. Résultat : la France qui travaille recule, étranglée par vos impôts, par vos normes et par votre incompétence. Les entrepreneurs ne réclament pas des aides ponctuelles : ils veulent seulement travailler, investir et recruter sans être étouffés par la bureaucratie.

Alors je vous le demande solennellement, monsieur le ministre : allez-vous, oui ou non, soutenir notre proposition de baisser les impôts de production pour redonner de l'oxygène à nos entreprises et à la France qui travaille ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

**M. Sylvain Maillard .** Vous êtes incohérent ! Vous votez des augmentations d'impôt sur les entreprises !

**Mme la présidente .** La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

**M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique .** Vous me demandez si je vais soutenir une baisse des impôts, mais je vous rappelle que vous et votre groupe avez voté 30 milliards d'impôts supplémentaires inconvénients et inapplicables.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Si l'on cherche de la cohérence, je ne suis pas sûr qu'on va la trouver sur vos bancs.

Revenons-en aux faits. Vous m'avez interpellé sur les défaillances d'entreprises. On m'a posé beaucoup de questions là-dessus et il est temps de citer des chiffres objectifs.

**M. Stéphane Peu.** Ça n'existe pas en Macronie !

**M. Roland Lescure, ministre**. Est-ce que vous savez combien on créait d'entreprises il y a quinze ans en France ? 600 000. Et combien en crée-t-on aujourd'hui ? Près du double, plus de 1 million : 1 100 000. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

**M. Antoine Léaument**. Des autoentreprises, pour la plupart !

**M. Roland Lescure, ministre**. Est-ce que vous savez combien il y avait de défaillances d'entreprises il y a quinze ans ? Plus de 60 000, autant que maintenant alors qu'on crée deux fois plus d'entreprises, un chiffre jamais atteint.

**M. Julien Guibert**. C'est faux !

**M. Roland Lescure, ministre**. Ce sont les chiffres de la Banque de France. Arrêtez de nier systématiquement les faits !

Mais là où je vous rejoins, monsieur le député, c'est que chaque défaillance d'entreprise est évidemment un échec et que l'objet de la politique publique est d'accompagner les entreprises qui vont mal. Peut-on ne pas se satisfaire une seconde du fait que la France est aujourd'hui non la *start-up nation* que vous critiquez, mais une nation qui crée des entreprises dans tous les secteurs, y compris dans les secteurs innovants ?

**M. Stéphane Peu**. Elle crée moins d'emplois qu'elle n'en perd !

**M. Roland Lescure, ministre**. On est en train de placer la France en tête du peloton de l'intelligence artificielle ; soyez-en fier ! Dans quelques instants, nous allons parler de l'espace et des technologies, comme nous avons déjà évoqué l'automobile électrique. Oui, il faut regarder de près la situation de chaque entreprise en difficulté – vous en avez dans votre département –, notamment pour sauver leurs salariés, mais reconnaissions de temps en temps qu'il y a des succès en France et qu'on les doit à cette majorité.

**Mme la présidente**. La parole est à M. Jonathan Gery.

**M. Jonathan Gery**. Vous parlez d'emplois ubérisés, monsieur le ministre ! Décidément, on ne se comprend pas des masses ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Jonathan Gery](#)

**Circonscription** : Rhône (8<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1034

**Rubrique** : Impôt sur les sociétés

**Ministère interrogé** : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

**Ministère attributaire** : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le** : 27 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 2025